

GIVE HIM 15 – 24 août 2022

L'une des actions gouvernementales parmi les plus ignobles à ce jour.

Aujourd'hui, je souhaite vous informer de la tentative de l'administration Biden d'étendre le Titre IX. Cette mesure a été qualifiée de "l'une des plus vastes et des plus agressives tentatives d'ingénierie sociale du gouvernement dans l'histoire de l'Amérique"[1]. Vernadette Broyles, de la Child and Parental Rights Campaign, affirme que cette réglementation "affectera directement 77 millions d'enfants, en exigeant la normalisation et l'acceptation incontestée de l'idéologie de l'identité de genre dans le cadre de leur environnement scolaire. La menace qui pèse sur les droits parentaux, le bien-être physique, mental et spirituel des enfants, les libertés religieuses, la liberté d'expression, la sécurité et le sport des filles, et bien d'autres choses encore, est potentiellement dévastatrice."[2]

Qu'est-ce que le Titre IX ?

Le Titre IX des amendements sur l'éducation a été promulgué par le Congrès en 1972 pour éliminer la discrimination dans l'éducation basée sur le sexe (genre), contre les filles et les femmes en particulier.[3] Il stipule :

Aucune personne aux États-Unis ne sera, sur la base du sexe, exclue de la participation, privée des avantages ou soumise à une discrimination dans le cadre d'un programme ou d'une activité d'éducation bénéficiant d'une aide financière fédérale.... [4]

Lorsque le Titre IX a été adopté, les filles et les femmes étaient confrontées à des barrières élevées pour poursuivre des opportunités éducatives, en particulier dans l'enseignement supérieur[5]. Le Titre IX a été conçu pour supprimer ces barrières et représente aujourd'hui 50 ans de progrès réalisés par les filles et les femmes en matière d'éducation.

Le titre IX régit chaque école publique de la maternelle à la 12e année, chaque collège et chaque université du pays, ainsi que chaque école privée bénéficiant d'un financement fédéral. Par conséquent, il a des implications d'une grande portée pour des dizaines de millions d'enfants et de parents à travers le pays. Les réglementations mises en œuvre dans le titre IX étaient binaires (basées sur deux genres - masculin et féminin), reconnaissant les distinctions biologiques là où elles sont importantes et interdisant la discrimination basée sur le sexe biologique (genre), comme le voulait le Congrès. Jusqu'à présent.

Les changements proposés

Le 12 juillet 2022, le ministère de l'Éducation des États-Unis ("USDOE") a publié dans le Federal Register un avis de proposition de réglementation visant à réécrire les règlements fédéraux

régissant le titre IX. La proposition de révision des règlements élargirait le champ d'application du Titre IX, sans l'approbation du Congrès, pour y inclure l'interdiction de la "discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre." Cette réécriture effective de l'objectif fondamental du Titre IX aurait de nombreuses conséquences dévastatrices pour les droits parentaux, la liberté d'expression, le libre exercice de la religion, le sport des filles, ainsi que la santé et la sécurité des enfants. Les membres du public auront 60 jours, soit jusqu'au 12 septembre 2022, pour soumettre des commentaires à l'USDOE soulignant ces effets néfastes. Je vous en dirai plus à ce sujet dans un instant.

Voici ce que fera la nouvelle réglementation proposée :

Créer une nouvelle catégorie de discrimination sexuelle basée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

Elles déclarent que le fait d'empêcher un élève de participer à une activité scolaire "conforme à son identité de genre" l'expose à un préjudice. En cas de non-respect des nouvelles règles, l'élève risque de perdre le financement fédéral.

Faire du respect de la réalité biologique une forme de "harcèlement fondé sur le sexe".

Au lieu de "harcèlement sexuel", le nouveau langage est "harcèlement fondé sur le sexe". Des actions telles que l'utilisation du prénom d'un enfant et de pronoms biologiquement exacts au lieu d'un nom et de pronoms préférés peuvent être considérées comme du harcèlement fondé sur le sexe.

Une collision frontale avec les droits parentaux

La nouvelle réglementation exige que les écoles primaires et secondaires affirment l'identité de genre d'un enfant en vertu de la loi fédérale. Cela impliquera les responsables scolaires dans des décisions qui affectent la santé et le bien-être des enfants. Elles encourageront en outre les responsables scolaires à usurper l'autorité parentale sans en informer les parents, sans leur consentement, voire même sans tenir compte de leurs objections, lorsqu'il s'agit d'identité de genre. Cela risque de creuser un fossé entre les enfants et leurs parents au moment où les enfants ont le plus besoin de leurs parents.

Les règlements étendent également la portée du titre IX pour inclure ce qui se passe en dehors de l'école. Parce qu'ils considèrent que le fait de ne pas traiter les élèves conformément à leur identité de genre les expose à des préjudices, les militants pourront signaler aux services de protection de l'enfance de l'État les parents qui défendent la réalité biologique et refusent que les responsables scolaires avalisent l'identité de genre discordante de leur enfant.

Puisqu'il s'agit d'une loi fédérale, l'obligation de se conformer aux règlements proposés ne pourra être " atténuée par aucune loi étatique ou locale ou autre exigence. " Par conséquent, ces règlements créeront une incertitude juridique quant à l'applicabilité des lois étatiques protégeant les droits parentaux lorsqu'elles entrent en conflit avec les nouveaux règlements fédéraux du Titre IX. Cette situation sera certainement exploitée par les responsables activistes et nécessitera probablement des actions en justice coûteuses pour obtenir une résolution des conflits.

Obliger les écoles à ouvrir leurs installations privées en fonction de l'identité de genre

Les écoles seraient tenues d'autoriser les hommes biologiques qui s'identifient à des femmes à utiliser les installations privées réservées aux femmes et vice versa. Les filles/femmes devront renoncer à leur droit à la vie privée et seront exposées à un risque accru de harcèlement ou d'agression par des hommes qui revendiquent une identité féminine.

Mettre en péril les possibilités sportives et éducatives des filles et des femmes

Ces règles exigeront que les sports à sexe séparé soient basés sur l'identité de genre plutôt que sur le genre biologique. Cela obligera les filles et les femmes à entrer en concurrence avec les hommes sur une base déloyale pour les opportunités sportives et les bourses d'études et créera des risques importants de blessures pour les filles et les femmes.

Normaliser en fin de compte l'idéologie de l'identité de genre et nuire à la santé des enfants

Ces règlements vont promouvoir et normaliser l'idéologie de l'identité de genre dans nos écoles en tant que politique obligatoire et encourager à tort les élèves à croire que "les enfants peuvent naître dans le mauvais corps".

De nombreux enfants subiront alors des modifications chimiques et chirurgicales qui peuvent avoir des conséquences irréversibles sur leur vie, comme la stérilité et le dysfonctionnement sexuel à vie, l'interruption d'une croissance et d'un développement sains, la perte de densité osseuse, les problèmes cognitifs, les caillots sanguins, les maladies cardiovasculaires et le cancer.

Nuire de manière disproportionnée aux enfants des minorités et autres enfants défavorisés

Alors que les réglementations proposées enfermeraient tous les enfants dans une idéologie néfaste, elles porteraient un préjudice disproportionné aux enfants des minorités et autres enfants défavorisés qui restent piégés dans les écoles publiques, incapables de fuir le système.

En mai 2022, le ministère américain de l'Agriculture a annoncé que pour recevoir des fonds pour les déjeuners, petits-déjeuners et autres produits alimentaires gratuits, les écoles devaient se conformer à son interprétation du Titre IX et des autres programmes liés à l'alimentation[6]. Pour recevoir une aide alimentaire en vertu de la nouvelle règle, l'administration Biden oblige les écoles à autoriser les garçons à utiliser les vestiaires et les toilettes des filles et à forcer les enseignants à utiliser des pronoms inexacts pour les enfants qui pensent être transgenres. Le National School Lunch Program nourrit près de 30 millions d'enfants chaque jour.

Aucun de ces abus potentiels n'a été envisagé par le Congrès lorsqu'il a promulgué le Titre IX en 1972. Les parents, les leaders religieux et communautaires et les éducateurs doivent s'exprimer courageusement et clairement sur les nombreuses conséquences destructrices qu'aura cette réglementation si elle est mise en œuvre. Nous n'avons que jusqu'au 12 septembre 2022 pour le faire.

Ce que nous devons faire

Pour cette situation, nous devons prier ET agir maintenant - avant la date limite du 12 septembre. Parents, grands-parents, tous ceux d'entre nous qui sont des Américains concernés, faisons-le. Voici ce que nous avons besoin que vous fassiez :

Allez sur ce site web : ChildParentRights.org/title-IX/

Regardez la courte mais puissante VIDEO ; puis

Faites défiler vers le bas jusqu'à HERE'S WHAT TO DO. Vous y trouverez toutes les informations dont vous avez besoin.

Veuillez suivre les instructions très attentivement. Le CCRP a rendu la tâche très facile tant que vous suivez attentivement ses instructions. Elles vous donnent des idées/un langage de départ pour ce qui doit être dit et où soumettre votre commentaire officiel (il suffit d'un clic). Si vous avez des difficultés avec l'ordinateur, demandez à un ami de vous aider. Cette démarche est importante. Nous avons besoin que des centaines de milliers de personnes le fassent au cours des deux prochaines semaines. Merci de partager cette initiative avec d'autres personnes.

Priez avec moi :

Père, nous n'avons que de la compassion pour ceux qui luttent contre l'identité sexuelle. Mais nous rejetons tout plan qui impose des idéaux et des philosophies non bibliques pour nous et nos enfants. Continue à exposer les plans diaboliques de ceux qui s'opposent à Toi et à Tes voies. Nous Te remercions de révéler leurs plans et d'exposer leurs idéologies insensées. Continue à éclairer de Ta lumière leurs nombreux projets.

Pardonne-nous, en tant que nation, d'élire à des postes gouvernementaux ceux qui s'opposent à Toi et à Ta Parole et qui les déshonorent. Et pardonne-nous d'avoir permis aux éducateurs, au cours des 40 dernières années, d'endoctriner une génération d'Américains avec des philosophies humanistes et non bibliques. Aide-nous à inverser cette tendance.

En tant que Ton Ekklesia sur terre, nous lions et interdisons ces efforts pour endoctriner et asservir nos enfants. Nous déclarons hardiment qu'ils échoueront, que leur folie deviendra évidente. Nous Te demandons, Père, d'amener des millions d'Américains à se lever et à dire "Assez !".

Donne des stratégies sages à ceux qui sont dans le gouvernement et dans les professions juridiques. Qu'ils reçoivent Ta sagesse. Et enfin, nous Te demandons d'inciter des centaines de milliers d'Américains à agir contre ce plan. Nous demandons tout cela au nom puissant de Jésus.

Notre décret :

Nous décrétons que les plans impies des injustes seront exposés et échoueront.

-
1. Une grande partie du post d'aujourd'hui est basée sur des informations obtenues sur le site Web de la Child and Parental Rights Campaign (<http://childparentrights.org/title-IX/>) et utilisées avec permission. Je vous encourage à visiter ce site pour plus d'informations, y compris sur la façon dont vous pouvez participer.
 2. Ibid.
 3. Neal v. Bd. of Trs. of Cal. State Univs, 198 F.3d 763, 766 (9th Cir. 1999).
 4. 20 U.S.C. § 1681(a).
 5. North Haven Bod of Educ. V. Bell, 456 U.S. 512, 526-27 (1982).

<https://www.fns.usda.gov/news-item/usda-0100.22>.

[Lien vers les articles originaux en anglais](#)

Tous les messages de Dutch Sheets Ministries (DSM) et Give Him Fifteen™ sont fournis par DSM en anglais uniquement. DSM apprécie les généreux efforts bénévoles des traducteurs à travers le monde pour partager ces messages, mais DSM n'est pas en mesure de réviser ces traductions. Le texte ci-dessus en français est une traduction de bonne foi réalisée sous la responsabilité de l'Association SHAMAYIM, représentée par Jimmy et Ardoine Balazi.